



Quel a été l'impact de la
réduction de l'aide internationale
sur les prestataires de services
financiers ?

ENQUÊTE
TERRAIN
2025

RÉFÉRENCES

Rédaction du rapport
Dominique Weiss

Gestion des publications
Edouard Sers

Conception enquête et recherche
Annabelle N'sa Kalenga
Dominique Weiss
Maxime Borgogno
Sary Valenzuela

Comité de rédaction
Deborah Drake
Dominique Weiss
Edouard Sers
Laura Foose
Philippe Guichandut
Vincent Brousseau

Conception éditoriale
Philippe Guichandut

Conseil
Daniel Rozas
Emmanuelle Javoy
Thomas Shaw

Illustration
Geoffroy Lefort

Conception graphique
Florence Depretz

Contexte et chiffres clés 3

01 Impact direct sur les prestataires de services financiers

Dans quelle mesure les organisations prestataires de services financiers sont-elles déjà directement touchées par les récentes réductions de l'aide internationale ? 4

Quelles sont les attentes concernant les impacts futurs sur le secteur de l'inclusion financière ? 8

Le secteur de la finance inclusive fait-il preuve de résilience face aux changements géopolitiques et aux réductions de l'aide et l'augmentation des droits de douane que connaît actuellement le monde ? 9

02 Impact sur les clients à faibles revenus et vulnérables

Y a-t-il déjà un impact observé sur les clients à faibles revenus et vulnérables ? 12

En élargissant le sujet aux droits de douane actuels et aux tensions géopolitiques, quelles sont les autres conséquences attendues pour les clients/bénéficiaires finaux ? 13

03 Changements stratégiques à venir pour les prestataires de services financiers

Le secteur de l'inclusion financière a-t-il modifié son approche stratégique pour tenir compte de la réduction de l'aide ? Quels sont les principaux thèmes stratégiques sur lesquels il convient de se concentrer ? 14

Existe-t-il de nouveaux acteurs susceptibles d'aider les prestataires de services financiers à mettre en œuvre leurs changements stratégiques ? 16

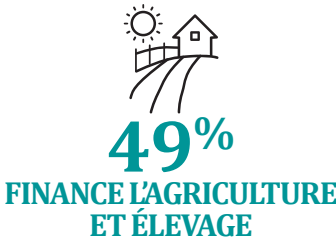
En réaction à la réduction et à la redéfinition de l'aide internationale, y a-t-il un changement dans les organisations prestataires de services financiers ? 17

04 Principales conclusions de l'enquête 18

05 Appel à l'action 19

06 Prochaines étapes 20

Annexe 22



Cette enquête sur le terrain est une initiative de la **Fondation Grameen Crédit Agricole** en partenariat avec **CERISE+SPTF** et le **Financial Inclusion Equity Council (FIEC)**, deux réseaux qui regroupent de nombreux praticiens de terrain (prestataires de services financiers⁽¹⁾, investisseurs et réseaux d'institutions financières) parmi leurs membres. Elle vise à évaluer l'impact sur le secteur de l'inclusion financière de la **réduction de l'aide internationale**, suite à la diminution de la contribution des États-Unis et d'autres pays aux programmes de développement dans le monde entier.

L'aide internationale a été réduite de **7,4 % en 2024** et de manière encore plus spectaculaire en 2025 à la suite de la **fermeture brutale de l'USAID** (les programmes sont passés de 120 milliards de dollars en janvier 2025 à 69 milliards de dollars en mai [\(source : NY Times, juin 2025\)](#).

« Il n'y a pas un seul domaine du développement et de l'aide humanitaire dans lequel l'USAID n'ait pas été impliqué. »
Abby Maxman, présidente-directrice générale d'Oxfam America.

De nombreux pays européens ont également réduit considérablement leur contribution (**réductions de 25 % à 40 %**), à l'instar de l'Allemagne, des Pays-Bas, de la France, de la Belgique et, plus récemment, du Royaume-Uni⁽²⁾. L'OCDE prévoit que la baisse mondiale en 2025 pourrait se situer entre **9 % et 17 %** [\(source : OCDE, juin 2025\)](#).

Même si la finance inclusive repose essentiellement sur l'autosuffisance financière, **les prestataires de services financiers et/ou bon nombre de leurs clients et bénéficiaires peuvent dépendre directement ou indirectement de programmes soutenus par l'aide** dans les domaines de la stabilité économique, de l'accès aux services essentiels en matière de santé, d'éducation, d'infrastructures et d'énergie. Dans l'enquête, **58 % des répondants** proposent certains services **financés par l'aide internationale**. En outre, **les institutions tirent une partie de leurs ressources financières de fonds internationaux** qui sont eux-mêmes financés par des bailleurs de fonds publics.

Les commentaires recueillis auprès de **86 répondants** dans **58 pays** ont permis de mieux comprendre l'impact actuel et futur sur les prestataires de services financiers et leurs clients, y compris les menaces qui pourraient se concrétiser, les nouvelles stratégies envisagées et les opportunités qui pourraient émerger.

79 % des répondants sont des prestataires de services financiers issus du terrain, qui constituent le cœur de l'enquête. Les réponses des non-PSF apportent des informations précieuses d'un point de vue plus distant. **37 % proviennent d'Afrique subsaharienne**, ce qui représente une forte proportion par rapport aux autres régions. **Les deux tiers sont des institutions de niveau 2**, tandis que **les niveaux 1 et 3 sont représentés à parts égales** dans l'échantillon⁽³⁾. Le secteur d'activité financé par les PSF répondants est dominé par l'agriculture, qui représente 49 % pour l'agriculture et l'élevage, suivi par le commerce avec 30 %⁽⁴⁾.

⁽¹⁾Désigné par « FSP » dans cet article.

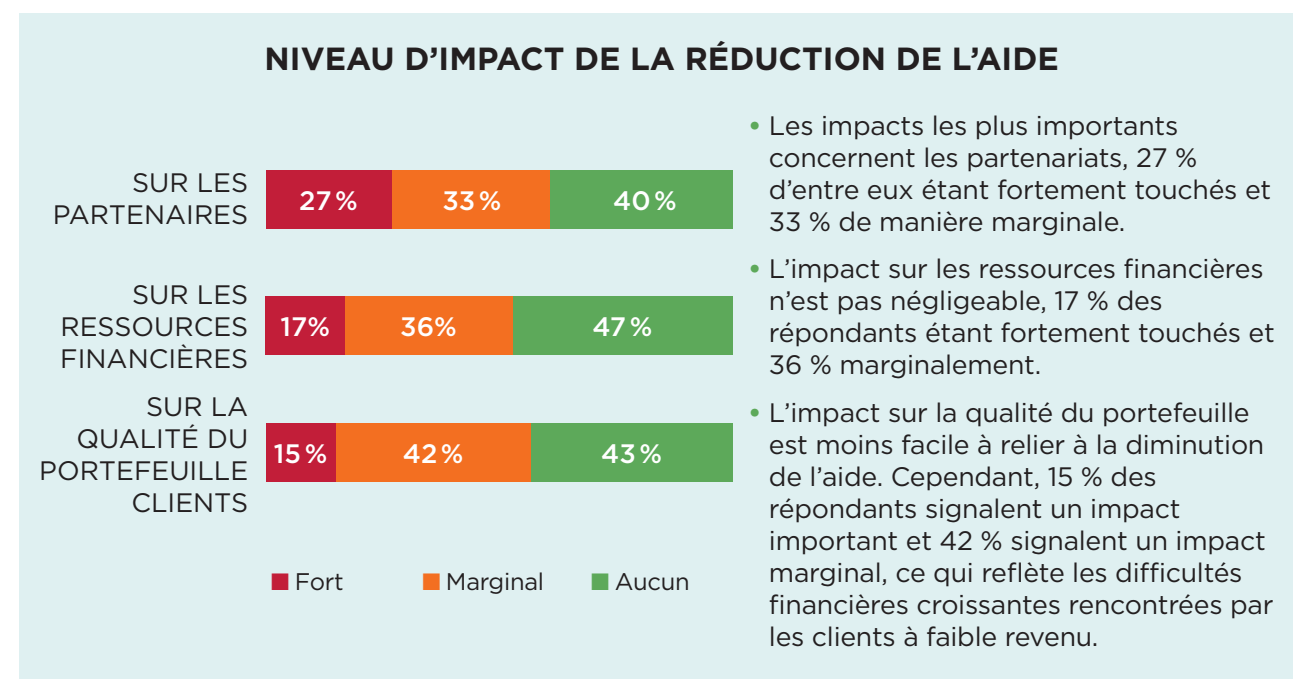
⁽²⁾Selon le rapport Tameo PAIF 2024, « les bailleurs de fonds publics ont joué un rôle de plus en plus important en 2022 et 2023, avec une croissance de 29 % en 2023 pour atteindre une part de 32 % ».

⁽³⁾Les institutions de niveau 2 sont définies comme des institutions de taille moyenne dont le portefeuille de prêts est compris entre 10 et 100 millions de dollars américains. Les institutions de niveau 3 ont un portefeuille de prêts inférieur à 10 millions de dollars américains et ceux de niveau 1 ont un portefeuille supérieur à 100 millions de dollars américains.

⁽⁴⁾Voir les annexes page 22 pour plus d'informations sur les répondants.

01 Impact direct sur les prestataires de services

DANS QUELLE MESURE LES ORGANISATIONS PRESTATAIRES DE SERVICES FINANCIERS SONT-ELLES DÉJÀ DIRECTEMENT TOUCHÉES PAR LES RÉCENTES RÉDUCTIONS DE L'AIDE INTERNATIONALE ?



Une majorité des répondants est déjà touchée par les réductions de l'aide, de manière forte ou marginale : 60 % sur les partenariats, 57 % sur la qualité du portefeuille et 53 % sur les ressources financières.

> 27 % des répondants sont fortement affectés dans leurs partenariats - ces institutions indiquent qu'ils ont dû arrêter des projets nécessitant une assistance technique ou des subventions, tels que ceux axés sur la santé, l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), les réfugiés et l'égalité des sexes.

« La récente réduction des financements internationaux a eu un impact significatif sur nos opérations. En conséquence, nous avons rencontré des difficultés pour étendre notre champ d'action, soutenir la croissance de nos programmes et maintenir certains services spécialisés qui dépendent fortement d'un soutien externe, tels que le financement Wash. Les principaux domaines opérationnels touchés comprennent la disponibilité du crédit pour les clients dans les régions mal desservies, les initiatives de renforcement des capacités du personnel et des communautés, et le rythme de mise en œuvre des innovations nouvelles alignées sur notre mission. »

Responsable du financement et chef de projet, NBFI au Kenya

L'impact sur les partenariats est particulièrement préoccupant compte tenu de leur potentiel à renforcer la résilience des populations à faibles revenus face aux chocs. Le renforcement de la résilience des groupes vulnérables a été considéré comme un objectif final de l'inclusion financière, selon le Compass de l'inclusion financière 2024 de l'e-MFP⁽⁵⁾.

La perte des subventions destinées à améliorer les programmes de microfinance liés aux interventions WASH ou sanitaires nuit à l'impact social, car ces programmes sont susceptibles d'avoir un impact plus important puisqu'ils protègent les familles contre une aggravation de leur pauvreté due aux dépenses de santé. À Dar es Salaam, en Tanzanie, une étude mixte réalisée en 2019 a montré que les prêts de microfinance associés à des interventions sanitaires réduisaient les perturbations liées à la maladie dans les entreprises, amélioraient le comportement des jeunes hommes en matière de santé et conduisaient à de meilleurs résultats globaux en matière de santé⁽⁶⁾.

La réduction de l'aide est d'autant plus préjudiciable qu'elle touche des investissements essentiels. Selon Jorge Alvarez-Sala de l'UNICEF⁽⁷⁾, l'APD représente 17 % des investissements mondiaux dans le secteur WASH et les réductions de l'aide accordée à ce secteur en 2025 ont réduit les investissements WASH de 450 millions de dollars. Il a souligné que cette réduction ne devait pas être sous-estimée, car sans investissements essentiels dans le renforcement des systèmes et la mise en place d'un environnement plus favorable, d'autres composantes de l'écosystème WASH pourraient ne pas fonctionner aussi efficacement qu'elles le devraient.

> Les 15 % des répondants qui déclarent être fortement touchés par la qualité du portefeuille citent la crise générale (Liban), la perte des garanties agricoles (Bénin), le ralentissement de la croissance du portefeuille (Inde), la réduction des capacités opérationnelles et le déclin du portefeuille des réfugiés (Ouganda). Les 42 % des répondants qui déclarent que la qualité du portefeuille est légèrement affectée citent la baisse des revenus des agriculteurs locaux, des femmes et des jeunes, qui a une incidence sur le remboursement des prêts (témoignage d'une banque au Cambodge et d'un réseau international), ainsi que le ralentissement des progrès dans la mise en place de moyens de subsistance durables (consultant Laos). Dans ces cas, il ne semble pas évident d'établir un lien de causalité direct entre la réduction de l'aide internationale et la qualité du portefeuille. Cependant, la réduction de l'aide pourrait affecter la croissance du portefeuille des institutions, en particulier envers les groupes les plus vulnérables, ce qui pourrait à son tour affecter la qualité du portefeuille en raison de la diminution des nouveaux financements. Les effets sur la qualité du portefeuille devraient mettre du temps à se manifester lorsque l'économie dans son ensemble sera touchée par les effets combinés de la réduction de l'aide et des droits de douane américains.

> Le financement de l'agriculture et le déploiement rural seraient également particulièrement touchés, par exemple au Cameroun, en Guinée et au Bénin, en raison de la réduction des garanties institutionnelles. Parmi les répondants, 49 % proposent des financements agricoles ou d'élevage à leurs clients finaux.

« Une partie de notre financement est garantie par le bénéficiaire final des produits agricoles, comme le Programme alimentaire mondial. Avec la réduction de l'aide, nous n'avons pas financé les producteurs de maïs cette année, par exemple, par crainte de ne pas être remboursés. »

Responsable des investissements, Institution au Bénin

⁽⁵⁾ Le Financial Inclusion Compass est l'enquête annuelle d'e-MFP sur les tendances en matière d'inclusion financière. Dans un esprit de collaboration entre les initiatives du secteur, plusieurs références sont faites tout au long de cet article au dernier Compass (appelé « 2024 FI Compass » dans cet article) : [The Financial Inclusion Compass 2024](#)

⁽⁶⁾ Balvanz, P., Yamanis, T. J., Mulawa, M. I., Mwikoko, G., Kajuna, D., Kilongo, M. N., & Maman, S. (2019). Microfinance et interventions sanitaires : facteurs influençant le succès du remboursement des prêts chez les jeunes hommes à Dar es Salaam, en Tanzanie. *Santé publique mondiale*, 14(2), 254-270

⁽⁷⁾ Webinaire : WASH Matters More Than Ever: Opportunities for Change, Investment, and Impact (2025). [YouTube](#)

Réduction de la capacité opérationnelle : les fonds limités ont contraint notre institution à réduire ses programmes de sensibilisation, le développement de produits et l'expansion des succursales, en particulier dans les camps de réfugiés. Diminution du portefeuille de prêts aux réfugiés : la réduction des financements accordés aux groupes a réduit le capital disponible pour les prêts, ce qui a affecté la capacité de servir les clients à faibles revenus.

Responsable du développement des produits, recherche et marketing, IMF en Ouganda

« Notre projet relève du ministère de l'Agriculture et du Développement rural du pays, et la perte de partenariat pour le gouvernement signifie donc une perte pour nous. »

Chef de projet au Cameroun

> Si les pays fragiles ou extrêmement fragiles ne représentent que 13 % des pays des répondants, plus de la moitié de ceux qui **se déclarent fortement touchés proviennent d'États extrêmement fragiles ou fragiles** (République démocratique du Congo, Myanmar, Éthiopie, Cameroun, Burkina Faso, Liban, Ouganda, Kenya, Sri Lanka). Leurs témoignages reflètent généralement une combinaison de difficultés auxquelles ils doivent faire face (voir ci-dessous).

Ces retours d'expérience sur le terrain constituent une alerte importante compte tenu des défis déjà existants pour mettre en place un environnement propice à la finance inclusive dans ces pays⁽⁸⁾. Comme le décrit un document publié en mai 2024 par le CGAP sur le rôle des bailleurs de fonds dans les pays fragiles, les clients ont un accès plus limité aux services formels, à des coûts plus élevés et moins adaptés à leurs besoins.

Selon le CGAP, les prestataires opérant sur les marchés fragiles sont confrontés à une triple menace.



Dans ce contexte, il est encore plus nécessaire d'imaginer de nouvelles approches⁽⁹⁾.

« Le Liban traverse une grave crise financière depuis six ans. En raison de l'impasse politique, aucun plan de réforme économique n'a été adopté par le gouvernement. L'aide internationale est conditionnée à la mise en œuvre de réformes et, de ce fait, notre IMF ne reçoit pour l'instant que très peu de fonds. Cela aggrave l'impact de la crise (qui a déjà dévasté nos finances) et, avec la quasi-disparition de l'aide internationale au secteur, nous souffrons d'un manque de liquidités, ce qui nous oblige à réduire considérablement les services financiers que nous offrons à nos clients. »

Directeur exécutif d'une fondation au Liban

À l'heure actuelle, l'aide financière internationale est extrêmement limitée, ce qui nous empêche de soutenir le développement interne et offrir les formations essentielles à nos clients. Ces efforts de renforcement des capacités ne sont pas facultatifs ; ils sont essentiels pour la résilience et le relèvement. Une aide immédiate est particulièrement urgente dans des pays comme le Myanmar, où l'injustice et les crises humanitaires sont monnaie courante. Sans une aide rapide, les organisations et les communautés que nous servons risquent de prendre encore plus de retard.

Responsable des investissements, Institution au Myanmar

> Les prestataires de services financiers appartenant à un **réseau international** font état de contraintes imposées à leurs actionnaires qui pourraient compromettre leur développement et leur accès aux ressources. En effet, les réseaux qui combinent programmes humanitaires et inclusion financière semblent particulièrement affaiblis par la réduction de l'aide. Ces ONG et réseaux internationaux sont eux-mêmes très exposés et vulnérables aux coupes dans l'aide étrangère. En général, le soutien d'un grand réseau international est une source de résilience, mais ici, c'est une source de vulnérabilité.

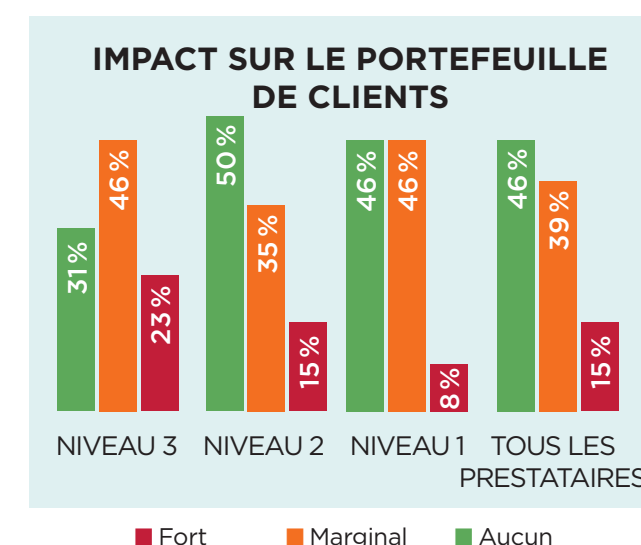
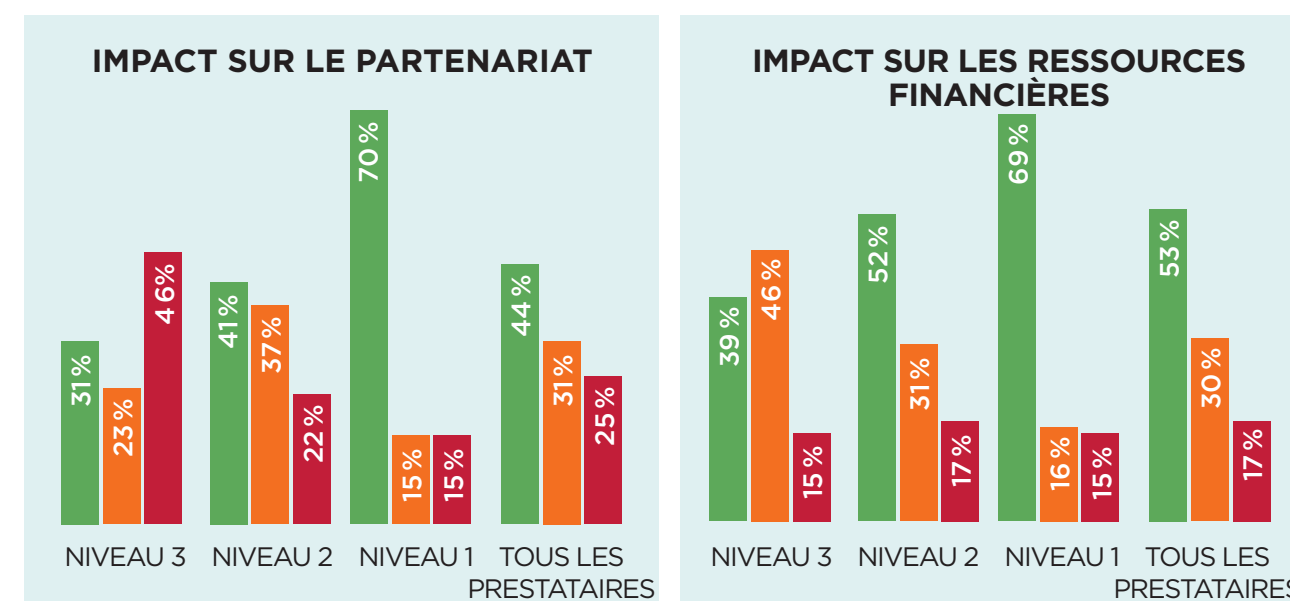
« L'arrêt de l'aide étrangère a mis sous pression l'actionnaire, une ONG utilisant l'aide internationale étrangère pour des actions humanitaires. »

G, Institution au Kirghizistan

« L'ONG accordait des subventions annuelles en espèces et en nature (véhicule) pour soutenir l'impact. Cela n'a pas pu être fait cette année et il en sera de même pour les années à venir. »

PDG, Institution au Sénégal

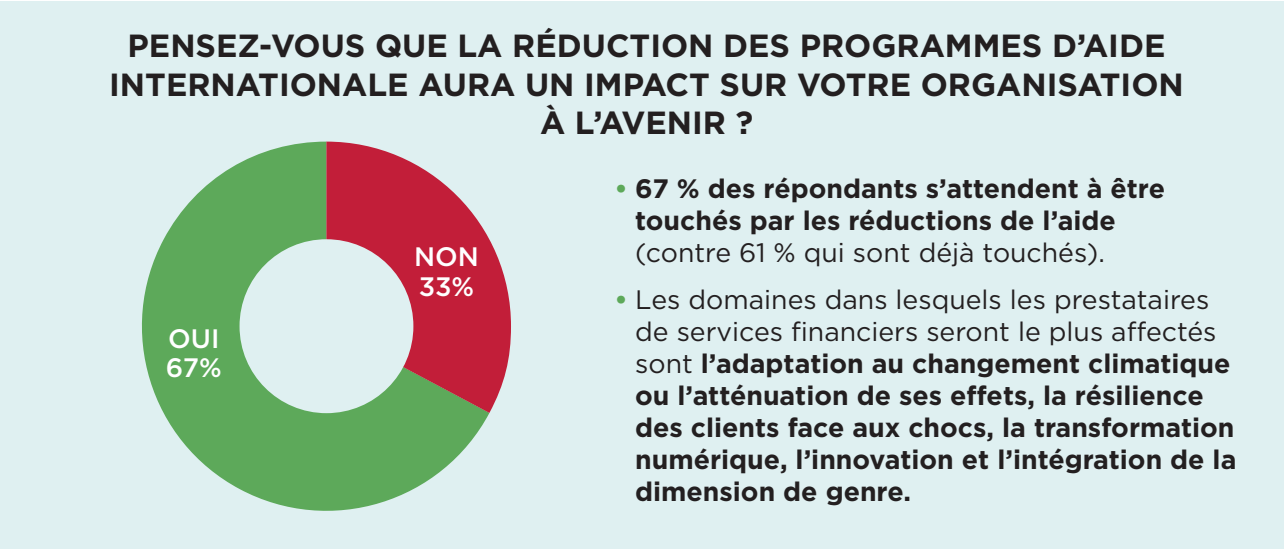
> **La taille compte : les institutions de niveau 3** font état d'impacts plus importants que l'échantillon sur les partenariats et le portefeuille de clients. Alors que 69 % des institutions de niveau 1 ne sont pas du tout touchées au niveau des ressources financières, 71 % des institutions de niveau 3 déclarent être fortement (15 %) ou légèrement (46 %) touchées. En ce qui concerne les institutions de niveau 2, alors que 50 % et 48 % signalent un certain impact sur la qualité du portefeuille et les ressources financières, jusqu'à 59 % signalent un impact sur les partenariats, ce qui reflète à nouveau cet effet marquant.



⁽⁸⁾ De la crise à la résilience : le rôle de la finance inclusive dans les pays fragiles / CGAP Research & Publications. Ce document propose un cadre permettant d'examiner comment les bailleurs de fonds peuvent envisager des interventions en fonction de différents contextes, notamment les dimensions de la sécurité, de la cohésion sociale, de la capacité gouvernementale et de la légitimité institutionnelle.

⁽⁹⁾ Dans son document, le CGAP conseille au secteur de tirer parti des transferts humanitaires en espèces, de comprendre les services financiers informels et d'améliorer la facilitation des marchés locaux.

QUELLES SONT LES PRÉVISIONS CONCERNANT LES IMPACTS FUTURS SUR LE SECTEUR DE L'INCLUSION FINANCIÈRE ?



Il est frappant de constater que les principales priorités du FI Compass 2024 correspondent globalement aux domaines qui devraient être les plus touchés par les réductions des aides aux programmes dans cette enquête. Compte tenu de la soudaineté et de la gravité de la réduction des programmes d'aide américains, les responsables des institutions ne semblent pas encore avoir pris de mesures pour relever les défis à venir.

Dans le FI Compass 2024, les répondants⁽¹⁰⁾ ont classé l'adaptation au changement climatique ou l'atténuation de ses effets comme la première priorité du secteur. Dans la présente enquête, c'est le domaine qui devrait être le plus durement touché par les réductions d'aide, et donc certainement celui sur lequel la communauté des investisseurs devra concentrer la plupart de ses efforts.

Cela n'est pas surprenant : selon le rapport Tameo 2024 PAIF, les bailleurs de fonds publics étaient la principale source de capitaux à la fin de 2023, avec une part allant de 54 % dans l'alimentation et l'agriculture à 74 % dans les fonds climatiques et énergétiques et 87 % dans les fonds destinés à l'éducation et à la santé.

En revanche, les bailleurs de fonds publics ne représentaient que 17 % des sources de financement des fonds de microfinance.

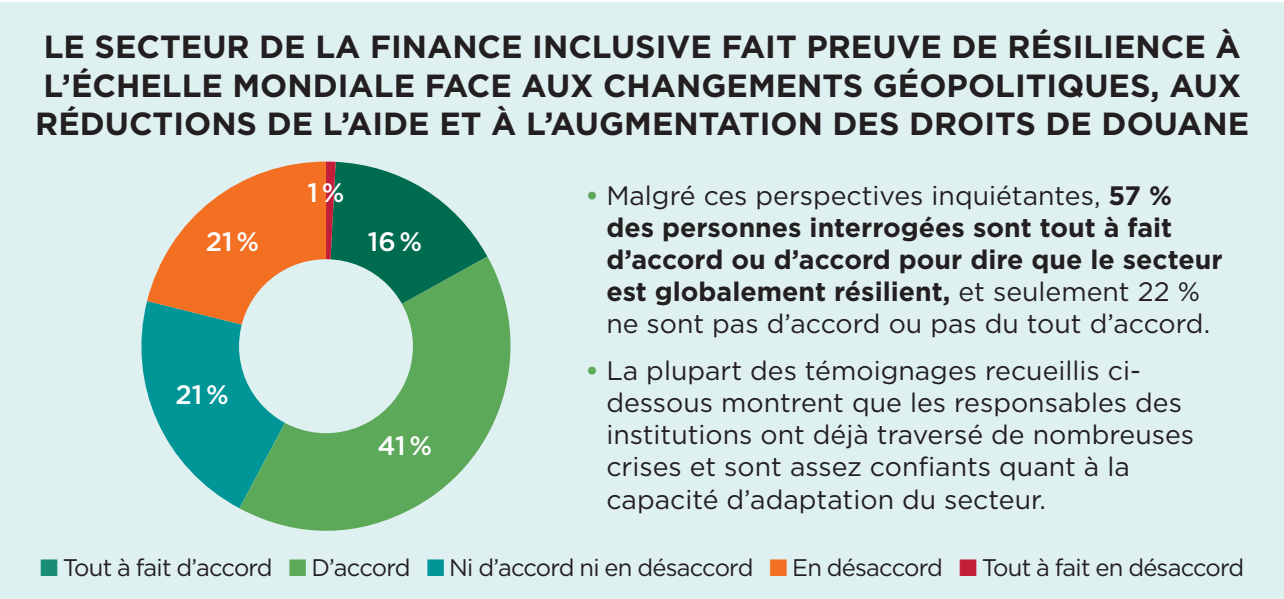
Pour illustrer les avantages potentiels des produits liés au changement climatique : en 2020, un prestataire de services financiers aux

Philippines, en collaboration avec Cerise+SPTF, a évalué la vulnérabilité de ses clients et a constaté que la chaleur urbaine extrême constituait le risque environnemental le plus important. Afin de soutenir l'adaptation au changement climatique, l'institution a proposé des prêts pour des technologies vertes et efficaces sur le plan énergétique, tout en aidant les ménages à évaluer et à optimiser leur consommation d'énergie. Ce partenariat devrait avoir des répercussions économiques et sanitaires importantes sur les ménages grâce à la réduction des coûts énergétiques et du risque de maladies liées à la chaleur⁽¹¹⁾.

La résilience des clients face aux chocs occupe la deuxième place. La résilience, comprise comme la création d'une culture de l'épargne ainsi que de l'assurance et du lissage de la consommation, est étroitement liée au changement climatique lorsque les phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes accroissent la vulnérabilité des clients. En effet, les produits financiers innovants peuvent jouer un rôle essentiel dans le renforcement rapide de la résilience face aux chocs sanitaires. En 2016, une coopérative de crédit au Burkina Faso a lancé un produit d'épargne destiné aux dépenses de santé, qui permettait également aux clients d'être éligibles à un prêt santé plus important. Le programme a été bien accueilli, renforçant la résilience des ménages à faibles revenus face aux chocs sanitaires tout en permettant à l'institution de réinvestir ses revenus dans les services de santé communautaires⁽¹²⁾.

Domaines où l'impact des réductions de l'aide sera le plus fort	Classement de l'enquête	Priorités FI Compass pour 2024
Adaptation au changement climatique ou atténuation de ses effets	1	1
Résilience du client face aux chocs	2	3
Transformation numérique des prestataires financiers	3	4
Innovation dans le développement de produits	4	6
Intégration de la dimension de genre au sein des organisations œuvrant pour l'inclusion financière	5	7
Résilience institutionnelle et sectorielle face à la crise	6	13
Santé financière des clients	7	3
Protection des clients	8	2
Gestion de la performance financière	9	
Stratégie institutionnelle et gestion du changement	10	14
Gouvernance	11	9
Fraude à l'encontre des clients	12	

LE SECTEUR DE LA FINANCE INCLUSIVE SE RÉVÈLE-T-IL RÉSILIENT À L'ÉCHELLE MONDIALE FACE AUX CHANGEMENTS GÉOPOLITIQUES, AUX RÉDUCTIONS DE L'AIDE ET À L'AUGMENTATION DES DROITS DE DOUANE QUE CONNAÎT LE MONDE ACTUEL ?



« Le secteur de la finance inclusive a fait preuve d'une résilience remarquable en s'adaptant rapidement aux perturbations mondiales grâce à l'innovation numérique, à la localisation des opérations et à la diversification des financements. »
PDG, Institution au Kirghizistan

« Le domaine de la finance inclusive fait preuve d'une résilience remarquable, mais il n'est pas infaillible. Cette résilience dépend en grande partie de la maturité des institutions locales, de la stabilité politique nationale, de l'intégration numérique et de la diversification des sources de financement »
Directeur général adjoint, coopérative au Bénin

⁽¹⁰⁾Institutions financières, consultants et prestataires de services, bailleurs de fonds, chercheurs et organisations d'infrastructure. ⁽¹¹⁾Centre de ressources en ligne SPI ⁽¹²⁾Centre de ressources en ligne SPI

« « Si le secteur de la finance inclusive a fait preuve d'une résilience remarquable sur certains marchés — par exemple, les institutions de microfinance se sont rapidement remises des perturbations liées à la COVID-19 —, il reste vulnérable aux chocs externes tels que la réduction des financements des bailleurs de fonds, la hausse des taux d'intérêt et le ralentissement économique mondial. Dans les régions fortement dépendantes de l'aide internationale ou des financements concessionnels, ces changements géopolitiques et ces réductions de l'aide ont limité les opérations et ralenti la sensibilisation des communautés marginalisées. Par conséquent, si certaines parties du secteur font preuve d'une forte résilience, le tableau d'ensemble est mitigé et dépend du contexte. »

Responsable du financement et chef de projet, Institution au Kenya

« Le secteur de la finance inclusive est très sensible aux bouleversements géopolitiques. »

PDG, Institution en Bosnie-Herzégovine

« Bien que le secteur de la finance inclusive ait fait preuve d'une résilience considérable face aux défis mondiaux tels que les tensions géopolitiques, la réduction de l'aide étrangère et aux perturbations commerciales, ces facteurs continuent d'exercer une pression localisée. De nombreuses institutions, en particulier sur les marchés en développement, ont réussi à adapter leurs modèles économiques et à diversifier leurs sources de financement. Cependant, certaines organisations, notamment celles qui dépendent fortement des financements des bailleurs de fonds, ont connu des revers en termes de croissance de leur portefeuille et de rayonnement. Dans l'ensemble, le secteur fait preuve de solidité, mais une adaptation continue et une planification stratégique sont essentielles pour maintenir la stabilité. »

Directeur financier, Institution en Ouzbékistan

« Nous sommes dans une situation très incertaine depuis 2014, nous nous sommes donc adaptés aux changements géopolitiques »

PDG, institution au Tadjikistan

« À ce stade, il est difficile de savoir avec certitude, mais il semble que le secteur soit beaucoup moins dépendant de l'aide directe qu'il ne l'était par le passé. Les changements géopolitiques et l'incertitude pourraient avoir l'impact le plus important, car ils pourraient affecter la stabilité des secteurs financiers et leur réglementation. »

Responsable mondial des risques, réseau d'IMF aux États-Unis

Les 22 % de répondants qui ne sont pas d'accord ou qui sont fortement en désaccord comprennent des institutions d'Afrique subsaharienne, des responsables de réseaux internationaux, un chercheur et une institution du Cambodge. Ces quatre groupes ont peut-être été davantage exposés à des chocs externes divers, intenses et fréquents.

« Le plus inquiétant est que les ressources financières diminuent, de sorte qu'il n'y a plus les moyens nécessaires pour identifier et rendre visibles les impacts négatifs sur ces populations. Elles restent souvent invisibles et silencieuses, ce qui pourrait donner l'illusion que rien ne change alors que la réalité est tout autre. »

Directeur des opérations, réseau mondial en France

« Le secteur de la finance inclusive est fortement affecté par tous ces changements et doit se préparer à devenir plus résilient. L'économie est étroitement liée aux changements géopolitiques, à la réduction de l'aide étrangère et aux questions relatives aux droits de douane. L'impact sera proportionnel et variera en fonction du type d'institution et de ses sources de financement. »

PDG, Institution en RDC

« À mon avis, je dirais que le secteur de la finance inclusive est comme un roc au milieu de la tempête mondiale que nous traversons. Malgré toutes les turbulences géopolitiques, les réductions d'aide et les négociations commerciales complexes, il est resté incroyablement solide. Pourquoi ? Parce qu'il se concentre sur ce qui est vraiment essentiel : les besoins financiers des gens ordinaires dans leurs communautés. C'est aussi un secteur qui a su tirer parti de la technologie pour toucher plus de personnes et devenir plus efficace. En fin de compte, le besoin d'épargner, d'obtenir un petit prêt ou une assurance de base est toujours présent, ce qui lui confère une base très solide pour résister à tout choc. C'est comme un écosystème qui s'adapte et va de l'avant, quoi qu'il arrive. »

Directeur financier, banque en République dominicaine

« La microfinance est anticyclique. »

Directeur financier, ONG au Pérou

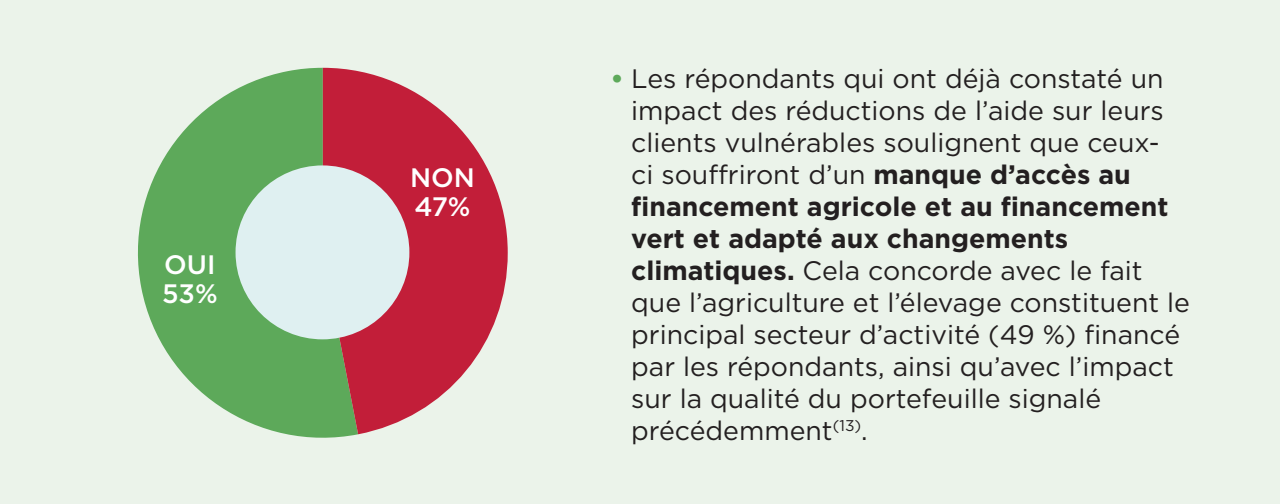
« Le secteur de la finance inclusive est très vulnérable aux changements géopolitiques mondiaux, à la réduction de l'aide et aux tensions commerciales. Ces facteurs entraînent souvent une réduction des financements, une incertitude accrue et une perturbation des flux financiers vers les communautés à faibles revenus et mal desservies, ce qui compromet directement la stabilité et le rayonnement du secteur. »

Responsable du développement des produits, de la recherche et du marketing, Institution en Ouganda

02

Impact sur les clients à faibles revenus et vulnérables

Y A-T-IL DÉJÀ UN IMPACT SUR LES CLIENTS À FAIBLES REVENUS ET VULNÉRABLES ?



Une fois encore, le classement des domaines les plus touchés par les réductions d'aide ci-dessous correspond aux priorités principales que les répondants à l'enquête avaient prévu de traiter afin de mieux servir leurs clients dans l'étude FI Compass 2024. La lutte contre l'impact négatif du changement climatique sur les rendements agricoles sera compromise par le manque de financement pour l'accès au financement agricole résultant des réductions d'aide. L'inclusion financière des plus démunis est désormais plus difficile, car elle était souvent soutenue par des projets d'aide.

« La réduction des fonds d'aide entraînera une diminution des subventions qui ont permis aux projets d'inclusion financière d'aider les prestataires de services financiers à établir des liens avec leurs clients. Bien que notre réseau ne subventionne aucun service financier, il fournit un moyen aux institutions locales d'emmener leur personnel présenter les groupes d'épargne, qui peuvent ensuite ouvrir des comptes mobiles auprès des institutions financières, ce qui aboutit finalement à l'octroi de prêts aux groupes d'épargne (s'ils en ont besoin et s'ils remplissent les conditions requises) et, plus tard, aux personnes qui dépassent le montant pouvant être prêté aux groupes. Sans la subvention (véhicule et membre du personnel), l'institution ne serait pas en mesure d'identifier les groupes prêts à être mis en relation. Ainsi, si le financement est réduit ou supprimé, ces personnes marginalisées ne seront pas incluses dans la mise en relation et ne bénéficieront donc pas d'une opportunité d'inclusion financière plus solide. »

Membre du conseil d'administration d'une ONG/d'un réseau en RDC

⁽¹³⁾ Malgré les limites de cette conclusion, voir notre analyse ci-dessus à la section 1.

Principaux domaines touchés pour les clients vulnérables	Classement	2024 FI Compass
Accès au financement agricole	1	2
Accès au financement vert et intelligent sur le plan climatique	2	3
Inclusion financière pour les plus démunis	3	8
Autonomisation des femmes et égalité des sexes	4	1
Accès au financement des PME	5	4
Réfugiés et personnes déplacées de force	6	7
Eau, assainissement et hygiène (WASH)	7	11
Santé financière (y compris la littératie financière et numérique)	8	5
Accès à l'éducation	9	14
Accès aux services de santé	10	13
Inclusion financière des jeunes	11	6
Conservation de la biodiversité	12	15
Sécurité alimentaire et nutrition	13	10
Financement énergétique des ménages/communautés	14	16
Résilience face aux catastrophes	15	9
Financement du logement	16	12
Sécurité	17	

« En termes d'opportunité d'ouvrir de nouvelles succursales et de déployer nos services auprès d'entrepreneurs situés dans des zones isolées, l'USAID, avec ses programmes agricoles, était un moyen de s'implanter dans ces zones et de servir ces entrepreneurs ruraux. »

Responsable du développement des programmes, Institution en Guinée

EN ÉLARGISSANT LE SUJET AUX TARIFS COMMERCIAUX ACTUELS ET AUX TENSIONS GÉOPOLITIQUES, QUELLES SONT LES AUTRES CONSÉQUENCES ATTENDUES POUR LES CLIENTS/BÉNÉFICIAIRES FINAUX ?

Inflation, problèmes de sécurité, augmentation du coût des emprunts, hausse des prix à la consommation, pertes d'emploi, augmentation de la pauvreté, annulation partielle des efforts de réduction de la pauvreté... tels sont les mots clés recueillis. La crainte de l'inflation et de ses conséquences concrètes est la principale préoccupation exprimée par les personnes interrogées.

« Sur le plan géopolitique, il pourrait y avoir un recul en matière de gouvernance et de programmes dans les pays où nous travaillons. Avec le retrait des incitations à la bonne gouvernance et la diminution du soutien financier et politique aux programmes d'aide aux plus marginalisés, certains gouvernements pourraient mettre fin à leurs activités dans ce domaine, et les populations locales n'auront pas la force politique nécessaire pour lutter contre ces changements. Cela aura des répercussions sur l'inclusion financière et l'innovation. »

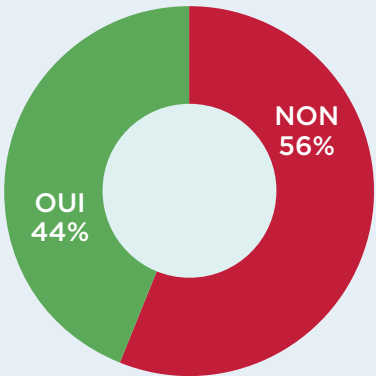
Responsable mondial des risques, réseau d'IMF aux États-Unis

03

Changements stratégiques à venir pour les Prestataires de services financiers

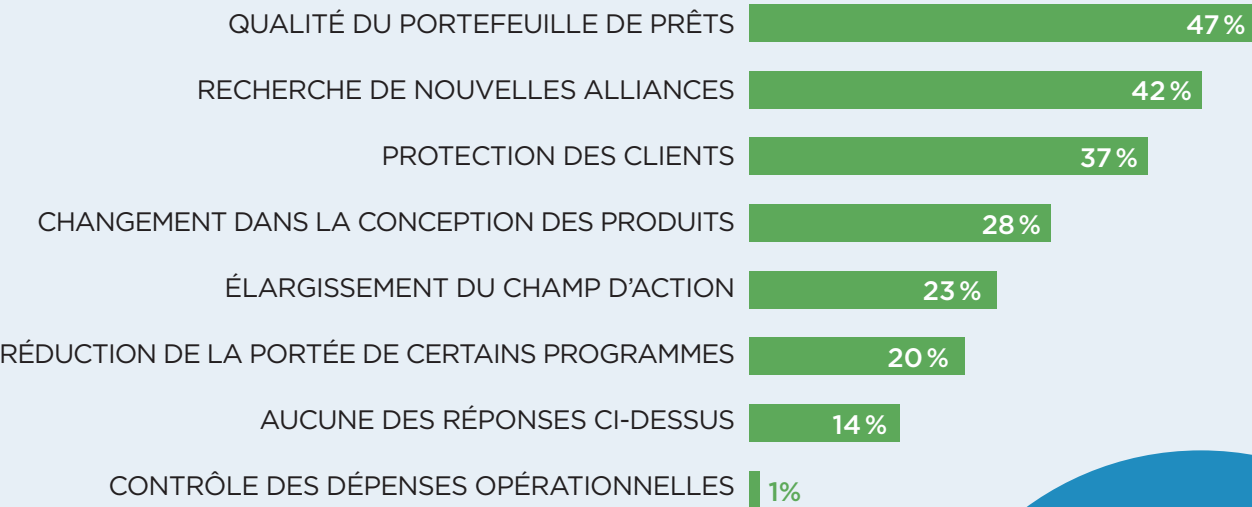
LE SECTEUR DE L'INCLUSION FINANCIÈRE A-T-IL MODIFIÉ SON APPROCHE STRATÉGIQUE AFIN DE TENIR COMPTE DE LA RÉDUCTION DE L'AIDE ? QUELS SONT LES PRINCIPAUX THÈMES STRATÉGIQUES SUR LESQUELS IL DOIT SE CONCENTRER ?

AVEZ-VOUS MODIFIÉ VOTRE APPROCHE STRATÉGIQUE POUR TENIR COMPTE DE LA RÉDUCTION DE L'AIDE ?



44 % des répondants déclarent avoir modifié leur stratégie et **se concentrer** désormais essentiellement **sur la qualité du portefeuille**, la recherche de nouvelles alliances et la protection des clients. L'accent mis sur la protection des clients en période de crise est rassurant d'un point de vue social et de gestion des risques. Il est intéressant de noter que dans le Financial Inclusion Compass 2024, les répondants du secteur des services financiers ont qualifié la « conception et la fourniture de produits appropriés » et la « prévention du surendettement » comme des faiblesses clés à traiter en matière de protection des clients. Ces deux thèmes semblent nécessiter une attention particulière, compte tenu de l'importance accordée à la « qualité du portefeuille de prêts » (47 réponses, en partant du principe que la gestion de la qualité du portefeuille commence par la prévention du surendettement) et à la « modification de la conception des produits » (28 réponses). Selon le FI Compass 2024, la protection des clients inclut désormais la

FOCUS STRATÉGIQUE ACCRU



protection contre les menaces externes telles que les problèmes de cybersécurité liés aux Fintechs et aux Insurtechs.

Il est donc essentiel que tous les acteurs renforcent **les systèmes de protection des clients**. Les prestataires de services financiers peuvent améliorer considérablement la qualité de leurs portefeuilles grâce à une conception appropriée des produits et à une meilleure compréhension du comportement et de la vulnérabilité des clients. Des produits bien conçus, c'est-à-dire qui répondent aux besoins réels des clients à des étapes spécifiques de leur vie, contribuent à maintenir leur santé financière et leur résilience. Cette approche va au-delà des prêts à la consommation génériques et soutient plutôt les clients grâce à des produits ayant des objectifs de développement clairs, tels que le logement, l'éducation ou l'amélioration des moyens de subsistance (voir l'exemple de Genesis ci-dessous⁽¹⁴⁾). Dans le même temps, l'intégration des aspects positifs de la protection des consommateurs, tels que la transparence, le crédit responsable et le soutien proactif aux clients, permet aux institutions de mieux comprendre et de mieux répondre à la vulnérabilité accrue des clients en période de crise économique. Le fait d'apporter un soutien et des conseils supplémentaires aux clients en difficulté permet non seulement de les protéger contre le surendettement, mais aussi de renforcer la discipline de remboursement et la confiance, ce qui se traduit par des portefeuilles plus sains. En substance, lorsque les institutions conçoivent des produits adaptés à la réalité de leurs clients, garantissent leur protection et répondent avec empathie à leur vulnérabilité, ils obtiennent un double résultat : les clients prospèrent et la qualité du portefeuille s'améliore de manière durable.

« Nous constatons que les alliances revêtent une importance croissante dans l'identification et la structuration des investissements en capitaux propres. »

MD, investisseur en capital au Canada

« Nous avons pris des mesures concrètes pour maintenir et améliorer la qualité de notre portefeuille de clients en renforçant l'analyse de crédit, en surveillant régulièrement les risques et en apportant notre soutien aux clients en difficulté, dans le but d'éviter une détérioration des performances du portefeuille. »

Directeur financier, Institution au Kosovo

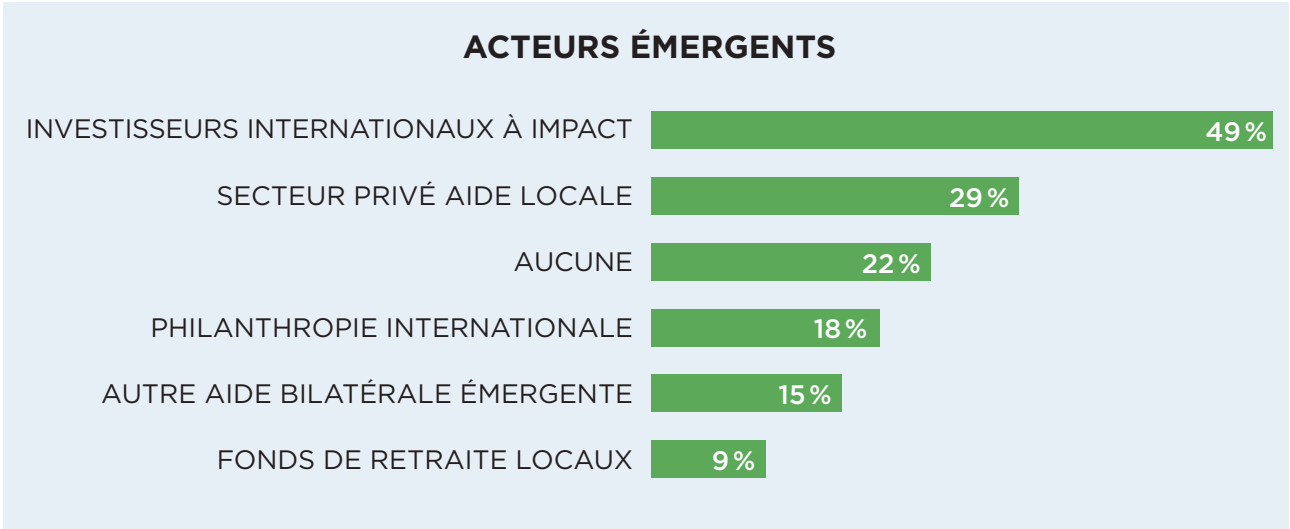
Malgré ces initiatives, la « réduction de la portée de certains programmes » est mentionnée 20 fois, ce qui reflète la proportion de répondants fortement touchés en ce qui concerne leurs partenariats (27 %) et leurs ressources financières (17 %), comme indiqué ci-dessus.

⁽¹⁴⁾La Fundación Génesis Empresarial (Génesis) du Guatemala offre un exemple convaincant d'intégration de la protection des clients grâce à la conception de produits innovants. Ses produits financiers sont délibérément conçus pour atteindre des objectifs de développement qui favorisent à la fois le bien-être financier et social (IDB, 2023). Grâce à une stratégie de développement basée sur la segmentation, Génesis identifie non seulement ce que veulent les clients, mais aussi ce dont ils ont besoin à ce moment de leur vie, en leur proposant des prêts commerciaux, des ateliers de formation, des programmes d'éducation formelle et des produits qui améliorent leurs conditions de vie. L'une de leurs initiatives consiste en un programme de prêts destiné à améliorer les revêtements de sol dans les maisons rurales afin de prévenir les maladies. Cela permet aux clients de rester en bonne santé, ce qui améliore leur productivité et la qualité de leur portefeuille.

« La société a commencé à offrir des services financiers qui aident les particuliers et les bénéficiaires à soutenir leurs entreprises et leurs activités commerciales. Ces services sont fournis dans le respect total de toutes les exigences en matière de protection des clients et normes applicables à la protection des clients. En outre, des solutions de financement d'urgence ont été mises en place afin d'aider les projets à maintenir leur continuité et leur résilience. »

Responsable des crédits, Institution en Palestine

Y A-T-IL DE NOUVEAUX ACTEURS QUI POURRAIENT AIDER LES INSTITUTIONS À METTRE EN ŒUVRE LEURS CHANGEMENTS STRATÉGIQUES ?



Les investisseurs internationaux à impact sont considérés comme les principaux acteurs qui prendront le relais de l'aide internationale aux institutions. La question est de savoir si cette attente est réaliste, étant donné que les fonds d'impact privés ont obtenu 32 % de leur financement à la fin de 2023 auprès de bailleurs de fonds publics (Tameo, rapport PAIF 2024⁽¹⁵⁾) et que l'aide internationale a considérablement diminué depuis 2024, comme indiqué dans l'introduction du présent rapport. Si cela peut refléter un décalage entre les attentes et la réalité actuelle du financement dans ce secteur, cette situation est également une invitation à trouver de nouvelles façons innovantes de mieux tirer parti des fonds publics.

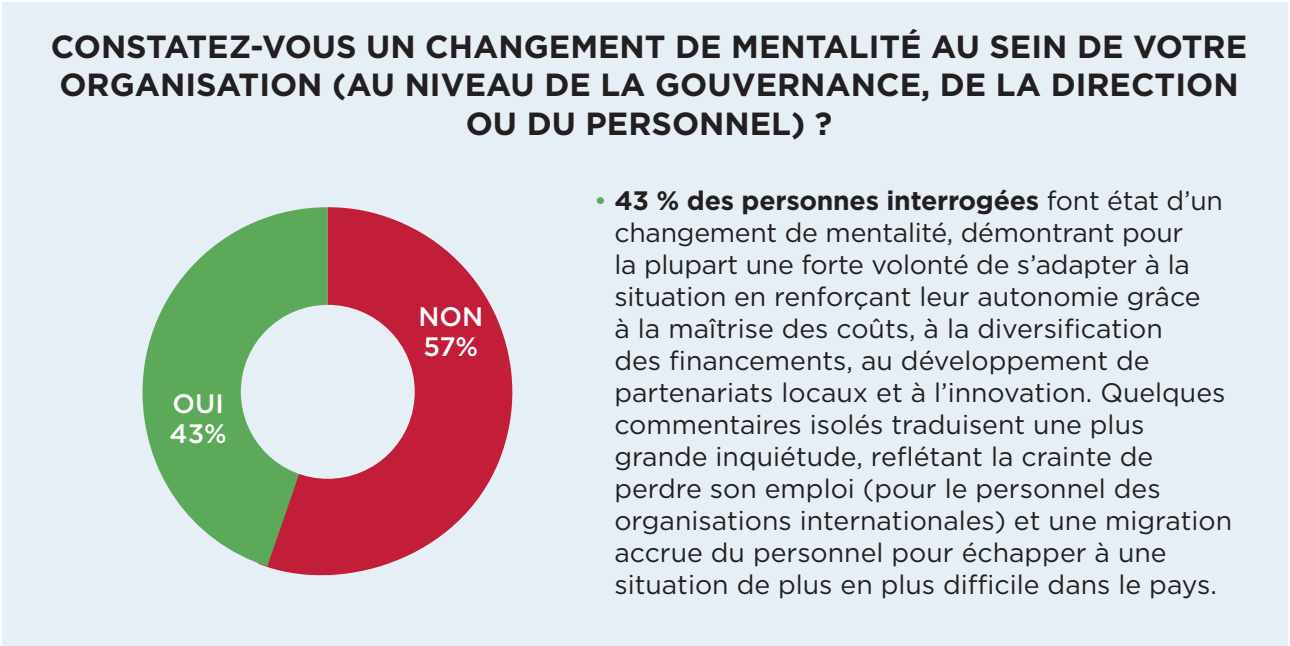
L'aide locale provenant du secteur privé est mentionnée comme deuxième alternative en matière de collecte de fonds, ce qui semble refléter une nouvelle tendance. Ce retour d'information provient de prestataires de services financiers confrontés à un risque pays très élevé (qui empêche de nombreux bailleurs de fonds internationaux de maintenir leur intervention), mais aussi d'autres prestataires situés dans des pays qui ont toujours accès au financement international.

« Actuellement, nous explorons les possibilités de financement local tout en surveillant de près la qualité du portefeuille »

Responsable des investissements, Institution au Myanmar

Les répondants qui ont déclaré ne pas avoir identifié d'acteurs émergents sont en majorité ceux qui n'ont pas été touchés par les récentes réductions de l'aide étrangère (90 % de ce groupe déclarent ne pas avoir été touchés en termes de qualité du portefeuille et de ressources financières, et 66 % déclarent ne pas avoir été touchés en termes de partenariats).

EN RÉACTION À LA RÉDUCTION ET À LA REDÉFINITION DE L'AIDE INTERNATIONALE, Y A-T-IL UN CHANGEMENT DE MENTALITÉ AU SEIN DES ORGANISATIONS ?



« En raison des difficultés quotidiennes dans le pays, la motivation du personnel a diminué, et l'inflation élevée rend la vie difficile pour le personnel et les adultes, ce qui renforce leur intention de migrer »

Responsable des investissements, Institution au Myanmar

« Nos équipes sont plus proactives dans la recherche de solutions innovantes, elles adoptent la transformation numérique pour réduire les coûts et repensent les produits afin de les adapter aux besoins évolutifs des clients. »

Responsable du financement et chef de projet, Institution au Kenya

⁽¹⁵⁾ Le rapport Tameo 2024 Private Asset Impact Fund Report présente l'analyse la plus complète à ce jour sur les fonds d'impact privés spécialisés dans la dette et le capital-investissement ciblant les pays en développement. Avec un marché évalué à 103,7 milliards de dollars américains, ce rapport phare s'appuie sur les données de 230 fonds interrogés et compile plus de 300 indicateurs de performance financière et d'impact. [Rapport sur les fonds d'impact privés - Tameo](#)

04 Principales conclusions de l'enquête

La majorité des prestataires de services financiers sont déjà touchés par la réduction de l'aide internationale. Les prestataires les plus touchés sont généralement les petits prestataires (niveau 3), ceux situés dans des pays fragiles et ceux qui dépendent fortement des subventions ou des dons, comme ceux qui dépendent encore de leurs réseaux internationaux.

Les domaines dans lesquels les institutions sont freinés sont ceux identifiés comme prioritaires en 2024 : adaptation au changement climatique ou atténuation de ses effets, résilience des clients face aux chocs (santé, WASH, réfugiés), transformation numérique, innovation et intégration de la dimension de genre.

Les domaines les plus touchés pour les clients à faible revenu sont l'accès au financement agricole, l'accès au financement vert et intelligent face au climat et l'inclusion des plus démunis.

Malgré ces perspectives sombres, la plupart des témoignages recueillis montrent que les responsables des institutions ont déjà traversé de nombreuses crises et sont assez confiants dans les capacités d'adaptation du secteur.

La plupart des institutions déclarent qu'ils recentreront leur stratégie essentiellement sur la qualité du portefeuille, la recherche de nouvelles alliances et la protection des clients.

Il existe un décalage entre les attentes des institutions et les perspectives du marché. En effet, les investisseurs internationaux à impact sont considérés comme les principaux acteurs qui prendront le relais de l'aide internationale, alors que ces fonds internationaux à impact sont eux-mêmes susceptibles de faire face à une réduction de leur financement et ne seraient donc pas en mesure de combler le vide. C'est pourquoi il est urgent que les fonds de financement mixte libèrent leur énorme potentiel grâce à un partenariat renforcé avec les Institutions de Financement du Développement (IFD), les Banques Multilatérales de Développement (BMD) et les bailleurs de fonds privés spécialisés, et à une standardisation accrue des véhicules axés sur l'impact. Le secteur privé local est considéré comme la deuxième source de financement pour combler le déficit.

En élargissant la perspective aux droits de douane actuels et aux tensions géopolitiques, les gestionnaires de FSP craignent généralement l'inflation et l'augmentation des coûts d'emprunt.

05 Appel à l'action

L'enquête fournit des informations précieuses provenant d'acteurs de terrain qui sont en contact direct avec les populations bénéficiaires. Nous appelons toutes les parties prenantes du secteur de l'inclusion financière à orienter leurs actions selon les 5 axes suivants.



ACTION 1 COOPÉRATION LOCALE

Face à la réduction des fonds publics (concessionnels et commerciaux) destinés à la résilience aux chocs et à l'innovation (financement agricole, assurance, solutions climatiques, WASH, transformation numérique) et à la promotion de l'autonomisation des femmes, **il est essentiel de renforcer la coopération avec les acteurs locaux.** Cela implique la recherche de nouvelles alliances stratégiques avec le secteur privé local (entreprises, philanthropes, acteurs institutionnels) ainsi qu'avec les acteurs publics locaux ou régionaux. Ces nouveaux partenariats pourraient être soutenus par des mécanismes de garantie ou des fonds de première perte proposés par les IFD et les BMD.



ACTION 2 FINANCEMENT MIXTE

Au niveau du financement des institutions financières, les investisseurs et les gestionnaires d'actifs doivent structurer des solutions qui permettent **la standardisation, la mise à l'échelle et l'optimisation des leviers financiers mixtes** afin d'adapter le ratio public-privé aux réalités actuelles.



ACTION 3 SYNERGIES ENTRE LES INSTITUTIONS

Encourager et **soutenir les synergies entre les institutions financières permettra de mettre en commun les ressources et les innovations et d'atteindre une plus grande efficacité** dans les territoires, en particulier dans les pays fragiles ou touchés par des crises sectorielles et structurelles. Une collaboration accrue entre les acteurs peut constituer une voie viable pour atteindre ces objectifs.



ACTION 4 PROTECTION DES CLIENTS

Alors que les institutions financières prévoient de concentrer leurs actions sur le terrain sur **la gestion de la qualité des portefeuilles et la protection des clients** dans un contexte d'inflation croissante et de retrait des projets d'aide, il est tout aussi essentiel que tous les acteurs **renforcent les systèmes de protection des clients.** Les prestataires de services financiers peuvent améliorer considérablement la qualité de leurs portefeuilles grâce à **une conception appropriée des produits** et à une meilleure compréhension du comportement et de la vulnérabilité des clients.



ACTION 5 MESURE DE L'IMPACT

Afin de garantir un accès durable aux ressources concessionnelles et d'attirer davantage d'investisseurs privés, le secteur doit concentrer ses efforts sur l'identification des impacts négatifs et positifs de l'inclusion financière sur les populations, afin de mieux comprendre son utilité et les moyens de l'améliorer. **Mesurer ses impacts et comprendre ses facteurs clés de succès doit devenir une priorité.** Les mécanismes de financement liés à l'impact doivent être davantage encouragés, car ils placent l'impact au centre des discussions entre les prestataires de services financiers et leurs investisseurs.

06

Prochaines étapes

Sur la base des résultats de notre enquête, CERISE+SPTF, le Financial Inclusion Equity Council et la Fondation Grameen Credit Agricole envisagent de mettre en place les mesures suivantes :

PARTAGE DES CONNAISSANCES

- > **Webinaires ciblés** fournissant des informations complètes issues d'enquêtes aux répondants et aux principales parties prenantes, suivis d'une discussion ouverte axée sur les solutions entre les professionnels concernés du secteur.
- > **Collaboration stratégique au sein du secteur** afin de surveiller en permanence les effets de la réduction de l'aide internationale sur les prestataires de services financiers, grâce à des recherches de suivi et à des ateliers spécialisés organisés lors d'événements majeurs du secteur, tels que les réunions annuelles du CERISE+SPTF.

SÉRIE DE PRÉSENTATIONS D'INNOVATIONS

- Nous mettrons en avant **des initiatives novatrices** qui répondent à notre appel à l'action :
- > Améliorer la protection des clients grâce à la conception de produits innovants et axés sur des objectifs précis.
 - > Révolutionner le financement mixte grâce à des cadres structurels avancés.
 - > Stratégies d'adaptation intersectorielles pour relever les défis actuels du marché.
 - > Modèles réussis de collaboration renforcée avec des partenaires locaux.

CAMPAGNE DE SENSIBILISATION

Diffuser nos conclusions au-delà des cercles de l'inclusion financière afin d'influencer les décideurs et les politiques.

Ces actions seront mises en œuvre conjointement par les trois organisations, en partenariat avec les parties prenantes intéressées.

Témoignages finaux

« Les services tels que la santé, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, le soutien économique et l'autonomisation des femmes ont souffert de la réduction des financements internationaux et l'ensemble des interventions ont été interrompues. »

PDG, Institution au Pakistan

« La finance inclusive est en passe de devenir un pilier essentiel de la stabilité mondiale. Même si les défis géopolitiques s'intensifient, l'aide internationale diminue et les négociations commerciales se complexifient, le secteur continue d'évoluer et de prospérer. Ne se concentrant plus uniquement sur l'amélioration de l'accès aux services financiers, il vise désormais un impact plus profond : améliorer le bien-être financier, promouvoir la résilience climatique et faire progresser l'égalité des sexes. Cette transformation lie plus étroitement la finance inclusive à des objectifs de développement plus larges. »

Responsable du crédit, Institution en Palestine

« Les organisations s'adaptent et recherchent des alternatives. »

PDG, Institutions en Ouganda

« L'impact sur l'économie sud-africaine est considérable et affecte le bien-être de nos clients et de leurs microentreprises. »

PDG, ONG en Afrique du Sud

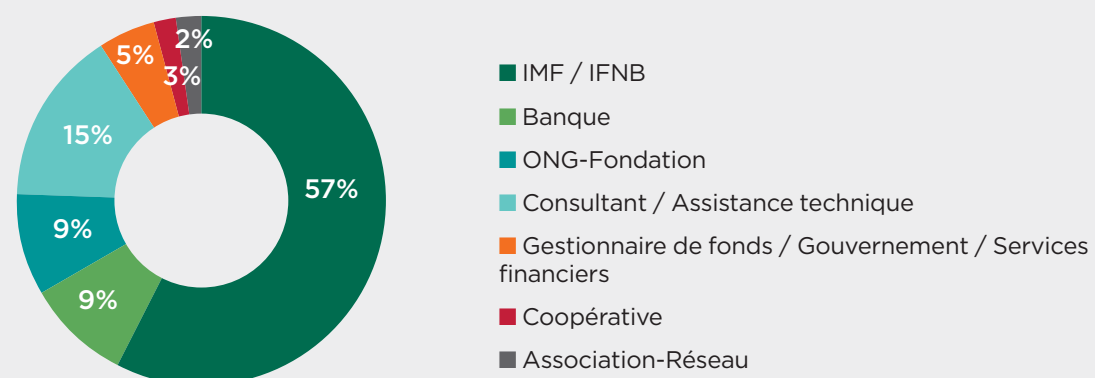
« Le secteur continue d'avoir besoin d'investissements, et je ne pense pas que l'inclusion financière échappera aux répercussions d'une réduction significative de l'aide. »

Directeur général, investisseur en actions au Canada

07

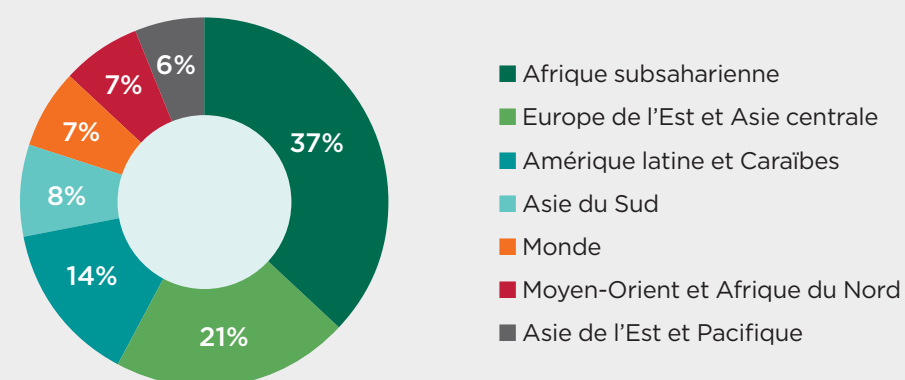
Annexe : identification des répondants

RÉPONDANTS PAR TYPE



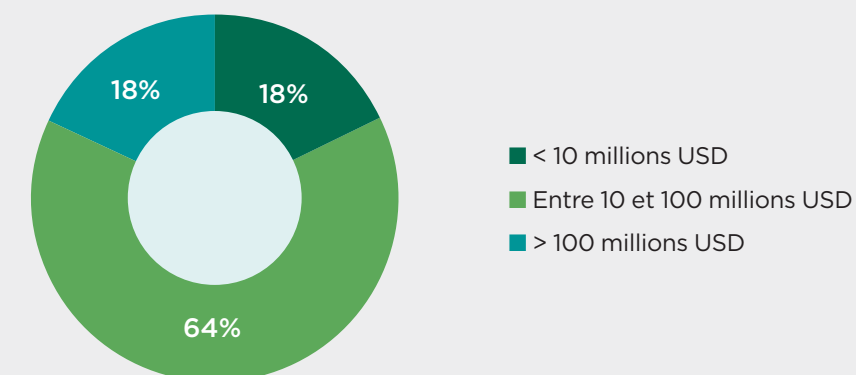
Le panel de répondants comprend un éventail représentatif de différents prestataires financiers, institutions financières non bancaires, banques et ONG.

RÉPONDANTS PAR RÉGION



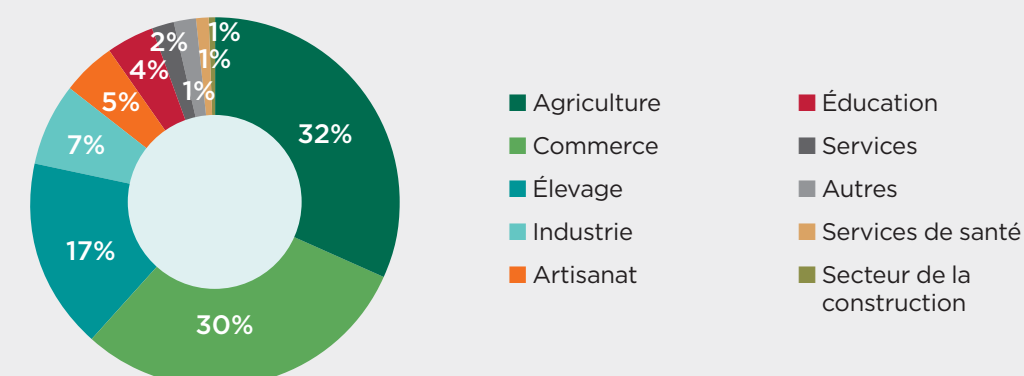
Les réponses proviennent de 58 pays différents de toutes les régions. Plus d'un tiers des réponses proviennent d'Afrique subsaharienne.

RÉPONDANTS PAR RÉGION



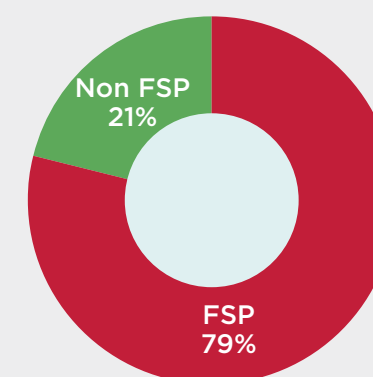
Les deux tiers des réponses proviennent de prestataires de services financiers de niveau 2, tandis que les niveaux 1 et 3 sont représentés à parts égales dans l'échantillon.

SECTEUR FINANCÉ PAR LES RÉPONDANTS



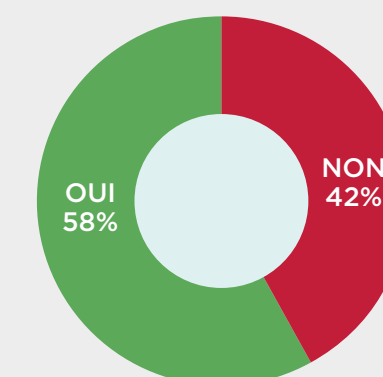
Le secteur d'activité financé par les répondants est dominé par l'agriculture (49 % pour l'agriculture et l'élevage), suivi par le commerce (30 %).

RÉPONDANTS FSP VS CONSULTANTS-ASSOCIATION



79 % des réponses proviennent de prestataires de services financiers issus du terrain, qui constituent le cœur de l'enquête. Les réponses des non-prestataires de services financiers apportent des informations précieuses d'un point de vue plus distant.

COMBIEN OFFRENT DES SERVICES FINANCÉS PAR L'AIDE INTERNATIONALE



58 % des répondants offrent des services financés par l'aide internationale, ce qui reflète la pertinence de cette enquête.

APPEL A L'ACTION



- ✓ FORGER DES ALLIANCES LOCALES STRATEGIQUES
- ✓ REPENSER LES STRUCTURES D'INVESTISSEMENT
- ✓ STIMULER LES SYNERGIES INSTITUTIONNELLES
- ✓ RENFORCER LA PROTECTION DES CLIENTS
- ✓ PRIORISER LA MESURE D'IMPACT

